



**HAL**  
open science

# Israël 1967-1977 : Les grandes mutations au gré des guerres

Rina Cohen Muller

► **To cite this version:**

Rina Cohen Muller. Israël 1967-1977 : Les grandes mutations au gré des guerres. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2022, 285. hal-04059131

**HAL Id: hal-04059131**

**<https://hal.science/hal-04059131>**

Submitted on 5 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

## ISRAËL 1967-1977 : LES GRANDES MUTATIONS AU GRÉ DES GUERRES

« Mesdames, Messieurs, [c'est] un retournement. Une révolution se produit en Israël. L'arrivée du MaHaL<sup>1</sup> en première position. [C'est] La fin de l'hégémonie du mouvement ouvrier depuis de nombreuses années »<sup>2</sup>.

Cette proclamation est faite par Haïm Yavin, celui que l'on appelait « Monsieur télévision », sur l'unique chaîne nationale au soir du scrutin législatif, le 17 mai 1977. Pour la première fois des sondages à la sortie des urnes avaient été réalisés. Ces phrases restent gravées dans la mémoire collective israélienne comme un séisme. Pour en mesurer toute l'ampleur de l'impact sur la vie des Israéliens, il nous paraît nécessaire de replacer ce moment de rupture, dans le prolongement de la victoire de 1967 et du goût amer qu'a laissée celle, militaire, de 1973 avec son deuil des 2000 morts au combat.

Israël est aujourd'hui sans doute l'un des rares États au monde à vivre dans un état de guerre permanent. Cette conjonction qui l'a marqué dès sa fondation a imposé son empreinte sur la structure de la vie politique du pays, jusqu'à y provoquer des ruptures décisives qui servent encore aujourd'hui de marqueurs de périodisation des mutations dans les modes de pensée et pratiques politiques des Israéliens.

Les élections de 1977 mettent fin au pouvoir travailliste au profit du Likoud. Le caractère inattendu de ce renversement de pouvoir est largement perçu par l'opinion comme un tremblement de terre, alors que la mouvance travailliste ne le voit que comme un simple accident de parcours avant le retour aux affaires. Or, ce nouveau cours politique va s'installer dans la durée après les élections de 1981, allant bien au-delà d'un changement de majorité parlementaire et de gouvernement. Le parti travailliste, fondateur de l'État et porteur du mouvement sioniste depuis les années 1930, en Palestine puis dans l'État d'Israël, était devenu un parti-État incontesté. Le temps passant, il apparaît que son éviction du cœur du pouvoir constitue un bouleversement d'une ampleur irréversible dans la jeune histoire d'Israël, transformant de fond en comble la vie de ses habitants.

Petit pays dont les concepteurs à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle voulaient faire un État-refuge pour les Juifs, Israël est devenu progressivement un pôle de référence pour les Juifs qui ressentent la nécessité de prendre position lorsqu'il s'agit d'affirmer la particularité de leur identité dans leurs pays respectifs, dont il va de soi, par ailleurs, qu'ils se perçoivent comme des citoyens. Le récit national fondateur de l'identité israélienne était conçu comme la quintessence du sionisme, de l'*aliya*<sup>3</sup> de tous les Juifs et de la création héroïque de l'État, vainqueur de pays arabes qui voulaient l'empêcher de naître. Cette vision s'est transformée au fil des temps, en une donnée pérenne d'un pays en état de siège contraint à une agressivité vigilante face à une menace multiforme et perpétuelle. Le projet politique des pères fondateurs était doublé d'un volet idéologique dont l'ambition était de créer un État exemplaire, un modèle de justice sociale dirigé par eux puis leurs successeurs fidèles, fondé sur une structure étatique centralisée, comme c'est le cas pour des États ayant une histoire

<sup>1</sup> MHL, les caractères qui désignent le Likoud sur le bulletin de vote aux élections législatives.

<sup>2</sup> Les archives de la télévision nationale :

<https://archive.kan.org.il/tags?tag=%D7%97%D7%99%D7%99%D7%9D%20%D7%99%D7%91%D7%99%D7%9F> consulté le 12 juillet 2021

<sup>3</sup> Le terme hébreu utilisé pour définir l'acte d'immigrer signifie « monter », par référence biblique à l'installation des Hébreux en Terre promise, qui « montèrent » d'Égypte. Le mot *aliya* a pris, dès le début de l'époque contemporaine, le sens moderne d'« immigration » en terre d'Israël.

séculaire<sup>4</sup>. Ce récit a installé ses lieux de mémoire avec la volonté déclarée de faire vivre un « melting-pot » dont l'ambition était de faire table rase d'un passé présenté comme étant fait de pogroms, de persécutions et de la Shoah, en faveur de l'édification d'une société égalitaire et sociale. Notons qu'il s'agit d'un projet né en Europe : cela se comprend, la majorité de la population juive mondiale est issue d'Europe orientale et centrale. Il occulte d'autre part la réalité historique de l'existence de la population arabe autochtone qui, de son côté, a connu le traumatisme collectif de la guerre de 1948 précédant la création d'Israël. Cette dernière réalité demeure incontournable et doit, à notre avis, être prise en compte dans toute analyse de la complexité des contradictions intrinsèques à la nation israélienne.

La période qui a suivi la création de l'État a donc été marquée par l'urgence d'intégrer les nouveaux arrivants et de mettre en place les infrastructures que cela impliquait. L'image que présentait alors Israël - qui était celle déjà existante avant sa création formelle, à laquelle il ne manquait que la souveraineté - est celle d'un pays moderne avec une population à forte cohésion faite d'une répartition plus ou moins équitable des ressources, même si l'on y vit modestement. Fondée sur le substrat du sionisme socialiste incarné par Ben-Gourion, cette vision avait pris ses marques locales. Zohar Shavit souligne ainsi que les vagues d'immigration juives en Palestine avaient déjà posé les fondements de la culture hébraïque moderne, autochtone, en rupture avec les différents foyers de culture juive en Europe et aux États-Unis<sup>5</sup> qui adoptent la modernité sans rupture avec l'histoire des communautés<sup>6</sup>. De même, le foyer de population juive moderne qui se structure en Palestine sous mandat britannique dans l'Entre-Deux guerres avait déjà implanté les fondations d'une industrie locale allant de la production d'électricité (1923), de l'extraction des phosphates (1929) à la fabrication d'armements (1933), à l'agroalimentaire (1926), en passant par le textile et l'habillement (1924).

## 1967 : LA TRANSFORMATION NEE D'UNE VICTOIRE MILITAIRE

La guerre de 1967 et sa victoire écrasante ont modifié les rapports de force dans la région. Mais, effet plus important encore, c'est l'émergence d'un récit national adapté à la nouvelle situation et modifiant les paramètres de l'identité israélienne. C'est dans la perspective de ce roman national actualisé que l'on est en mesure d'analyser la nature et les effets des dysfonctionnements politiques et militaires qui sont apparus au grand jour à l'occasion de la guerre de 1973, véritables prémices du basculement de 1977. Ces derniers seraient, selon les interprétations communément admises, le contrecoup de l'euphorie, puis de la torpeur qui ont suivi la victoire de 1967. Sur le long terme, on ne peut que constater que cette explication n'est pas suffisante et que le changement de pouvoir a affecté le devenir même d'Israël. Ce qui conduit inmanquablement à une lecture différente de l'histoire et du devenir du pays.

La victoire de 1967 contenait les germes de l'installation durable dans la guerre. La confrontation de 1973 est, en quelque sorte, la première confirmation de cette réalité paradoxale. Le traumatisme n'a toutefois donné lieu qu'à des commentaires critiquant les conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur les irrégularités qui, à l'époque, avait disculpé les responsables politiques. La commission d'enquête Agranat (du nom du juge de la Cour suprême qui l'a présidée) nommée par le gouvernement dès novembre 1973, qui

<sup>4</sup> Idée développée par Philippe Joutard, dans « Histoire-Mémoire, les romans nationaux de la France et des États-Unis », in *Histoires et Mémoires, Conflits et Alliances*, Paris, La Découverte, « Poche/Sciences humaines et sociales », 2015, p.101-124.

<sup>5</sup> La grande émigration des Juifs d'Europe de l'Est se déroule entre les années 1880 et 1924.

<sup>6</sup> Zohar Shavit (dir.), « La construction de la culture hébraïque », in vol. 5, *Histoire du Yishuv hébraïque en Eretz Israel depuis la première aliya*, Jérusalem, Mossad Bialik, 1998 (en hébreu).

devait analyser les circonstances de l'éclatement de la guerre, avait rejeté sur les militaires (chef d'État-major, chef des renseignements militaires, etc.) la responsabilité des errements de la guerre du mois précédent. Elle a mis hors de cause les responsables politiques, notamment le ministre de la Défense, Moshe Dayan et le Premier ministre, Golda Meir<sup>7</sup>. La pression publique était toutefois telle que cette dernière démissionna au bout d'une semaine et fut remplacée par Yitzhak Rabin. La critique du pouvoir n'était certes pas une nouveauté, mais cette fois il s'agissait de la mise en cause du fonctionnement de l'armée en tant que tel. L'armée de conscription ainsi que l'établissement de colonies sont les deux piliers historiques de l'installation sioniste en Israël. Aussi, quel qu'ait été le bien-fondé d'une critique de l'armée, cela équivalait à une remise en cause de l'identité personnelle des Israéliens et de leurs pratiques sociétales. Certes l'opinion, qui n'était pas dupe de la pirouette de la commission, a exigé une révision des modes de fonctionnement, mais elle n'a pas remis en cause à ce moment-là l'incarnation du pouvoir par les travaillistes. Ces événements sont aussi à l'origine de la formation d'une nouvelle version du récit national. L'utopie du défricheur socialiste et édificateur d'un monde nouveau capable de se défendre lui-même n'a pas été en mesure de planter des racines suffisamment vivaces pour permettre à la société qui s'édifiait de maîtriser les conséquences de la victoire-éclair de juin 1967.

En effet, à la veille du déclenchement des hostilités, l'angoisse de l'extermination s'était emparée des esprits, la panique d'une possible répétition de l'histoire alors que l'on commençait seulement depuis quelques années à revisiter la Shoah, et avait enflammé un concert médiatique fait de propagande guerrière des pays arabes et de l'utilisation de celle-ci par les autorités pour l'achèvement des préparatifs de guerre<sup>8</sup>.

Le triomphe intégral que l'on n'osait plus espérer, fut à la hauteur des peurs qui l'avaient précédé. Dans les foyers juifs les « albums de la victoire » - des ouvrages chantant, photos de guerre à l'appui, la gloire des héros - trouvaient une place de choix. L'euphorie s'est aussi exprimée par des chansons populaires avec des paroles dont aujourd'hui encore la majorité des Israéliens se souviennent : « Ma fille, regarde la montagne [le Golan] [qui était comme un monstre. Il y a toujours des canons sur la montagne mais ils menacent Damas », ou « le mur des lamentations – Il y a des hommes avec des cœurs de pierre et des pierres avec des cœurs d'hommes », ou encore « Charm el-Cheikh nous revenons à toi, tu es toujours dans nos cœurs » ainsi que la chanson la plus connue « Jérusalem en or »<sup>9</sup>. L'importance, la charge idéologique de ces textes sont tels que l'on les chante en de nombreuses occasions, allant de cérémonies scolaires à des commémorations officielles et, aussi, à l'occasion de faits dramatiques comme des attentats. Le sabra mythique, celui qui travaille la terre collective et qui dans le même temps est le soldat qui défend son pays, devient alors le guerrier victorieux. Et le petit pays passe de 20.000 à 90.000 km<sup>2</sup>, pour devenir une véritable puissance.

La culture dominante jusque-là était celle de la génération des fondateurs, essentiellement d'inspiration russe et soviétique. Le récit national de la fondation de l'État s'articulait avec la conquête territoriale et l'installation de colonies de préférence agricoles. L'archétype du *sabra* est né dans les années 1930 selon l'idée que l'individu ne peut s'épanouir que par le collectif. Ce sont des natifs, souvent d'une localité collectiviste, dont les parents ont quitté des foyers bourgeois ou petits-bourgeois du *Stetl*<sup>10</sup>. Ils sont le sel de la terre, ont 18 ans en 1948, ils sont les héros de 1967, l'élite qui a joué un rôle national et social dans

<sup>7</sup> Archives de l'armée israélienne <http://www.archives.mod.gov.il/docs/agranat/Pages/default.aspx> consulté le 12 juillet 2021

<sup>8</sup> Une étude approfondie est proposée par Tom Segev, 1967, *Six jours qui ont changé le monde*, Paris, Denoël, 2017.

<sup>9</sup> Dont Naomi Shemer est la compositrice et parolière la plus connue.

<sup>10</sup> Terme yiddish désignant la bourgade juive ou le quartier juif en Europe de l'Est.

la création et la formation de la nation. Leurs histoires personnelles se confondaient avec les événements fondateurs et servent de modèles pour des générations<sup>11</sup>.

Cette première culture israélienne de référence a connu son apogée en 1967 mais elle sera, par la suite, qualifiée *d'ashkénaze* (« blanche » selon la terminologie adoptée du vocabulaire étatsuniens) et perçue comme dominante, après laquelle on se languit comme d'un paradis perdu mais qu'on rejette tout à la fois à l'instar des communautés *mizrahi*<sup>12</sup> (soit plus de 50 % de la population déjà en 1967) qui affirment vouloir la subvertir. La vision de l'existence de cette culture *ashkénaze* dominante se détraque avec les élections de 1977, une évolution qui se situe aussi dans un mouvement mondial dont l'année 1968 a été celle d'un premier temps fort en plaçant l'individu sur le devant de la scène sociale. Un phénomène auquel la jeunesse israélienne n'a pas été insensible.

Les années 1967-1973 sont des années de mutations dans la vie des Israéliens dont les pratiques se diversifient et s'affranchissent peu à peu du modèle originel. Ce processus n'en demeurerait alors pas moins ambivalent quant à la volonté de poursuivre l'édification d'une culture israélienne particulière, exempte d'influences extérieures, à l'image des cultures ethno-nationales du nationalisme romantique, tout en aspirant à « être comme tout le monde ». Ceci était déjà inscrit dans le fondement de la culture sioniste qui, en fait, s'appuie sur un métissage d'éléments non autochtones<sup>13</sup>. Le conflit entre la volonté de fabriquer un projet unique et l'aspiration à la normalité banale devient de la sorte une caractéristique de la manière de faire israélienne. Ce processus était toutefois largement influencé dès le départ par la non-reconnaissance des cultures arabo-musulmanes des *Mizrahim*. Ce qui a en quelque sorte participé à la force de l'explosion de 1977 et lui a donné ses caractéristiques contradictoires.

## VERS UNE PLURALITÉ CULTURELLE ?

On assiste alors, par exemple, à une sorte de « renversement culturel ». Dans le domaine audiovisuel, c'est l'épanouissement d'un nouveau genre cinématographique dit « cinéma *burekas* » (du nom de feuilletés salés communs), des faire-valoir de stéréotypes sociaux et communautaires. On y met en scène les familles juives traditionalistes, les couches populaires dans des situations où se mêlent le mélodrame et la comédie, se terminant le plus souvent par un *happy end* et dont la grande nouveauté est que des Juifs orientaux en sont les héros. Il s'agit là de la manifestation au grand jour de la prise de parole de cette partie de la population, même si les élites de ces communautés soulignent aujourd'hui que ces films, essentiellement réalisés par des Ashkénazes étaient méprisants pour les *Mizrahim*. L'impact de ces quelques onze productions a largement submergé celui des rares tentatives de créations cinématographiques.

Vers la fin des années 1960 les premières discothèques s'ouvrent dans la périphérie des grandes villes, caractérisées par la diffusion de la musique dite méditerranéenne, ou encore appelée rock *mizrahi*, mélangeant des tonalités grecques et italiennes. Et quand la chanson israélienne orientale s'émancipe, elle est écoutée et vendue sous formes de cassettes bricolées, totalement ignorée par les médias mais largement diffusée hors circuits. Elle sera par la suite largement influencée par les musiques aussi bien moyen-orientales qu'italiennes ou grecques et même indiennes, auxquelles se mêlent des motifs du chant liturgique juif. En

<sup>11</sup> Efrat Ben-Zeev & Edna Lumski Feder, « The Canonical Generation: Contrasting Memories of the 1948 and 1973 War », *Megamot*, 2016, n° 2, p.7-28 (en hébreu).

<sup>12</sup> Originaires des pays arabo-musulmans. En France on utilise plutôt le terme « séfarades ».

<sup>13</sup> Tamar El-Or, Motti Regev, « The Making of an Israeli Style: 1967-1973, *Iyunim, Multidisciplinary Studies in Israeli and Modern Jewish Society*, 2017, vol. 11, p.308-333 (en hébreu).

1971, déjà, se tient le premier festival de chansons *mizrahi*. Cette forme musicale née marginale, est devenue dominante dans les années 1980, s'inscrivant, elle aussi, dans la grande mutation politique sociale et culturelle avec l'arrivée au pouvoir du Likoud.

#### LE FANTASME D'UNE « SUISSE DU PROCHE-ORIENT »

La grande mutation culturelle apparue à la fin des années 1960 est, d'une certaine manière, le reflet, tout en gardant son autonomie, des grands changements intervenus dans la gestion politique et économique du pays. La guerre de 1967 était considérée pendant longtemps comme l'apogée de la réussite israélienne. Ce n'est qu'à partir de la guerre du Liban (1982) que commence à se manifester dans toute son ampleur un désenchantement et la perception de la guerre des Six jours comme un point de rupture marquant le début d'un processus de déclin. Or cette guerre est en réalité une partie intégrante du conflit israélo-arabe qui dure depuis plus d'un siècle<sup>14</sup>. C'est en effet ce conflit qui, en tant que tel, constitue la pierre angulaire de l'ordre social et politique israélien et qui contraint cette société à se redéfinir en permanence. La déception de la guerre de 1973 et ses conséquences en 1977 ont mis en lumière cette réalité. Aveuglé par la victoire-éclair de 1967, l'*establishment* travailliste s'est senti conforté dans son monopole du pouvoir. Alors que l'apparence du triomphe politique, écho de la victoire militaire, donnait le sentiment d'une pérennité, le pouvoir est de plus en plus miné par une pratique routinière centraliste et par des affaires de corruptions<sup>15</sup>, à l'instar des ventes illégales de biens du système de santé géré par le syndicat unique travailliste.

Les conquêtes de 1967 avaient entraîné une vaste relance de l'économie qui était en récession (consommation en hausse et diminution des investissements, fin des grands projets nationaux) avec un taux de chômage (10%) jamais connu en Israël jusque-là et une balance migratoire pour la première fois négative. Une nouvelle croissance s'installe avec un développement de l'occupation. À cela s'ajoute un intense essor de l'industrie militaire qui s'installe définitivement dans l'économie du pays, pour pallier l'arrêt en 1967 des livraisons d'armes par la France, le fournisseur privilégié jusque-là. L'agriculture et le bâtiment se développent dès 1968 grâce notamment à la main d'œuvre bon marché en provenance des territoires conquis. En 1973 ces travailleurs sont au nombre de 60 000 pour constituer, au début des années 1990 10 % de la force de travail en Israël<sup>16</sup>, soit un effectif de 115 000 personnes pour une population israélienne de 2 657 400 (à l'époque on compte 598 600 habitants en Cisjordanie, 65 900 à Jérusalem Est, et 355 900 à Gaza). C'est le commencement d'un rattachement de l'économie des territoires occupés au système israélien.

Rappelons que les grandes vagues d'immigration, qui débutent en 1948, prennent fin au début des années 1960. Les arrivants originaires des pays arabes sont installés dans les

<sup>14</sup> Yagil Levy & Yoav Peled « The Break That Never Was: Israeli Sociology Reflected Through the Six-Day War », *Theory & Criticism*, 1993, n° 3, p. 115-128 (en hébreu).

<sup>15</sup> L'affadissement des valeurs fondatrices se traduit aussi, par exemple, par le projet défendu par une tendance encore minoritaire promouvant l'idée d'une annexion totale de la Cisjordanie, en qualifiant d'insuffisant le plan Alon qui préconisait la prise de contrôle définitive uniquement de la région limitrophe de la Jordanie. Le plan portant le nom du Vice-Premier ministre Yigal Alon, date du 26 juillet 1967. Il a servi de base à la colonisation de tous les gouvernements israéliens travaillistes entre 1967 et 1977. Pendant cette période sont installées 76 colonies, qui toutes répondent aux deux critères du plan : les nécessités de sécurité et éviter de soulever la question démographique, suivant la logique voulant que ces colonies soient installées sur des territoires qui seront annexés ultérieurement. La frontière orientale d'Israël devait suivre le cours du Jourdain.

<sup>16</sup> Moshe Semyonov, Tamar Lental, « Labor Migration to Israel: Causes and Consequences », *Iyunim*, 2005, n° 15, p. 217-231 (en hébreu). Aussi archives de la Knesset (parlement israélien) [https://knesset.gov.il/tql/knesset\\_new/knesset11/HTML\\_27\\_03\\_2012\\_05-59-19-PM/19880125@19880125036@036.html](https://knesset.gov.il/tql/knesset_new/knesset11/HTML_27_03_2012_05-59-19-PM/19880125@19880125036@036.html) consulté le 12 juillet 2021

villes de développement, éloignées des centres de décision et ne bénéficient pas de la même qualité de services (éducation, santé, services sociaux etc.) que dans les centres urbains. Cette inégalité de la répartition des ressources creuse un fossé entre le centre et la périphérie et se traduit inmanquablement par les choix politiques et sociétaux de ces populations qui se perçoivent comme des citoyens de seconde zone, un terrain fertile pour un clivage durable entre *Ashkenazim* et *Mizrahim*.

Et la population israélienne arabe connaît de son côté son premier combat politique spécifique, non directement lié à la question de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. Le 25 février 1976 le gouvernement Rabin annonce sa décision d'exproprier 25 000 *dunam*<sup>17</sup> de terres appartenant à des familles arabes en Galilée dans le cadre d'un vaste projet appelé « judaïsation de la Galilée » avec la construction de localités juives attrayantes et bien équipées. La mobilisation et la résistance sont immédiates avec l'organisation d'une grève générale le 30 mars désormais célébrée annuellement sous le nom de « Journée de la Terre ». La concrétisation politique de cette lutte fut la création du HADASH<sup>18</sup>, à l'initiative du parti communiste, regroupant notamment les mouvements organisateurs de la grève.

Les développements politiques, conséquences directes de la victoire éclair de 1967 et les craintes consécutives à la guerre de 1973, se sont traduits par ce basculement de 1977 que Danny Gutwein analyse comme un processus affectant aussi bien l'électorat travailliste des couches moyennes se tournant vers des choix économiques libéraux, que les couches populaires immigrées des pays arabo-musulmans, les oubliés de l'ascension sociale. Il constate ainsi que la question du fossé social avait perdu sa centralité au détriment du statut de classe des électeurs. Ainsi il considère que le retournement de 1977 est la conséquence de la rencontre des intérêts de deux réactions distinctes voire contradictoires contre la politique travailliste, celle des *Mizrahim* et celle de la couche moyenne ashkénaze, face au bouleversement économique opéré dans la dernière période par les travaillistes. Ces derniers avaient abandonné une politique sociale catégorielle destinée principalement aux plus faibles au profit d'un système social universel. Les *Mizrahim* y ont vu la banalisation de leur statut ressenti comme un assistanat et ont cherché les moyens d'en sortir. De leur côté, les couches moyennes essentiellement ashkénazes ont souhaité marquer leur préférence pour le système catégoriel. D'où l'apparence d'une conjonction d'intérêts qui s'est exprimée soit par le vote en faveur du Likoud qui défendait l'idée de l'efficacité sociale de la libéralisation de l'économie, exemptée des contraintes étatiques, soit par le vote - notamment des couches moyennes - en faveur d'un nouveau parti, le Dash<sup>19</sup> préconisant tout à la fois le maintien d'une politique sociale différenciée conjointement à un processus de laisser-faire. Après le scrutin, ce parti s'est rallié au Likoud. L'alliance de classe qui avait présidé à ces choix s'est rapidement défaite, mais les couches défavorisées ne sont plus revenues dans le giron des travaillistes, préférant une sorte de fuite en avant vers le système du marché, considéré comme plus efficace que l'État comme moyen de promotion sociale<sup>20</sup>.

Dès octobre 1977, le nouveau ministre des Finances Simha Erlich, adepte des thèses de Milton Friedman, annonce ce qu'il qualifie de retournement économique, c'est-à-dire l'ouverture d'un marché libéré du contrôle de l'État. Pour certains cela va jusqu'à dire qu'il s'agissait de faire d'Israël « la Suisse du Proche-Orient »<sup>21</sup>. Il s'agissait donc de laisser « les forces du marché » fixer les prix en fonction de l'offre et de la demande, de la suppression des

<sup>17</sup> Un *dunam* = 0,1 hectare.

<sup>18</sup> Acronyme en hébreu de « le Front démocratique pour la paix et l'égalité », fondé en 1977.

<sup>19</sup> Acronyme en hébreu de « mouvement démocratique pour le changement » fondé en 1976 et dissout en 1978.

<sup>20</sup> Danny Gutwein, « The Socio-Economic Logic of the 1977 Regime Change in Israel », *Iyunim*, 2017, vol. 11, p. 21-57 (en hébreu).

<sup>21</sup> *Ibidem*.

subventions de l'État aux produits de base dont bénéficiaient les couches défavorisées. En lieu et place une allocation individualisée est instaurée pour les plus nécessiteux. Mais, pour les couches aisées, ce fut la levée de toute interdiction de détenir des devises tant en espèces qu'en compte bancaire étranger. Dans le même temps, on supprime les différents taux de change fixes selon la nature des échanges, en les remplaçant par un taux fixé au jour le jour, au gré de l'offre et de la demande de devises. La TVA unique de 8 % instaurée par le gouvernement travailliste en 1976 est portée à 12 %. Combinée à la suppression des subventions d'État, cette mesure a provoqué une forte hausse des prix des produits de première nécessité et une baisse de la valeur de la livre israélienne par rapport au dollar. Les couches défavorisées ont été les principales victimes de cette politique, qu'elles avaient paradoxalement provoquée en votant pour le Likoud. En effet, l'État social prôné par les travaillistes, qui en outre affirmaient vouloir instaurer un système socialiste, ne leur avaient pas apporté les progrès promis. Aussi l'idée de « sortir de l'assistanat » par l'initiative individuelle enfin libérée, a été le moteur essentiel de leur vote. Ceci étant, la libéralisation de l'économie et ses effets sur la structure même de la société n'ont pas conduit à dissiper les tensions inhérentes à l'existence même de l'État d'Israël.

## ACTEUR-INSTRUMENT DU RAPPORT DES FORCES RÉGIONAL

La campagne militaire de 1973 a mis en lumière toutes les contradictions de la doctrine nationale voulue par les fondateurs de l'État. La mauvaise surprise, dont on a fait porter la responsabilité aux chefs militaires, le grand renversement politique, mais aussi sociétal, social et culturel, ont modifié l'échelle de valeur édifée dans le projet par les fondateurs aussi bien du projet sioniste que de l'État qui en est issu. À l'issue de la victoire-éclair de juin 1967, on estimait majoritairement au sein du pouvoir travailliste que les conditions étaient réunies pour un accord de paix global en échange des territoires occupés, bien que dans le même temps des colonies y ont été installées, ce que notamment l'Égypte d'Anouar el-Sadate avait pris comme base d'éventuelles négociations. Après la guerre de 1973 et l'échec de la riposte arabe aux conquêtes de 1967, cette option n'était plus à l'ordre du jour. Avec le soutien actif des États-Unis, on décida donc de négocier un accord partiel qui s'est concrétisé par la fin de l'occupation du Sinaï. La victoire d'octobre 1973 n'a été possible que grâce au pont aérien mis en place par les États-Unis et qui ont livré en 567 vols 22 000 tonnes d'armements pour une valeur de 2,2 milliards de dollars (l'équivalent d'environ 10 milliards de dollars d'aujourd'hui) votés par le Congrès<sup>22</sup>. Cette aide militaire massive marque un pas important dans l'arrimage d'Israël aux États-Unis et à leurs choix stratégiques, allant au-delà de l'appartenance, courante à cette époque de la « guerre froide », au « camp occidental ».

La conclusion en 1978 d'un traité de paix avec l'Égypte en est partiellement la conséquence, dans la mesure où Washington estimait à l'époque qu'il pouvait constituer une première étape suivie d'autres paix séparées afin d'installer Israël dans le concert des nations du Proche-Orient. Il s'agissait alors aussi de la défense bien comprise des intérêts stratégiques états-uniens mis en danger par la crise dite du pétrole.

La paix avec Le Caire - et celle avec la Jordanie (1996) - portait en elle un inachèvement qui allait perdurer, du fait même qu'elle n'a pas été suivie par une solution mettant fin à la situation conflictuelle dans la région. Cet état, que l'on ne qualifiait de « ni

---

<sup>22</sup> Amir Oren, « Occupez-vous des chasseurs et nous nous occuperons du Congrès », *Haaretz*, 21 sept. 2007 (en hébreu).



guerre, ni paix »<sup>23</sup>, est devenu un véritable nœud gordien délétère, au rythme des guerres successives jusqu'à aujourd'hui.

Cet état de guerre permanent n'est pas naturel. Au lendemain de la signature solennelle à Camp David du traité avec l'Égypte le 17 septembre 1978, un formidable espoir d'une paix enfin possible avait d'ailleurs enthousiasmé les Israéliens. On s'était mis très vite à faire des projets d'avenir, brisant le sentiment d'enfermement et de danger mortel sans fin.

La victoire militaire à l'arraché de 1973 a servi à la fois de révélateur et de catalyseur d'une mutation politico-sociétale caractérisée par l'effacement des projets et des idéaux des fondateurs de l'État. La maîtrise de la gestion et de l'organisation de l'État par le Likoud, quasiment ininterrompu depuis 1977 a conforté ce grand renversement des valeurs mythiques d'Israël.

Nous avons essayé de montrer que la période traitée dans cet article joue un rôle essentiel dans toutes les strates de la vie israélienne et qu'aucune analyse ne peut en faire abstraction. Or, comme le constate l'historien Alon Confino, cette période appartient à l'histoire tout en étant partie de la vie quotidienne d'aujourd'hui : les problématiques issues de la guerre des Six Jours et leur gestion, qui sont des faits intrinsèques à un conflit resté sans réelle solution – comme le sont la question des territoires occupés et celle du droit à la citoyenneté à part entière de la population israélienne palestinienne – planent sur le fonctionnement de la société israélienne dont les clivages ne peuvent trouver d'apaisement dans cette perspective.

Car nous ne sommes pas dans le temps de la transmutation de la mémoire en concept historique, mais, comme le suggère l'historien<sup>24</sup>, dans une interprétation qui mélange histoire, politique et morale, ce qui ne pourra mener qu'à l'illusion d'une approche superficielle. La prise de distance envers l'objet-mémoire et son objectivation ainsi que la libération de l'histoire de cet avatar, permettraient, au contraire, l'ouverture vers de nouvelles pistes pouvant conduire à une solution durable et humainement acceptable afin de sortir de cet état de guerre perpétuelle. Car, par-delà les impasses actuelles, il n'y a pas de fin à l'Histoire.

Rina COHEN-MULLER  
INALCO

---

<sup>23</sup> Roger Mac Ginty, *No War, No Peace The Rejuvenation of Stalled Peace Processes and Peace Accords*, Palgrave Macmillan 2006

<sup>24</sup> Alon Confino, « History and Memory », in Axel Schneider, Daniel Woolf (ed.), *The Oxford History of Historical Writing*, vol. 5: *Historical Writing Since 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 36-51.